

Audience publique du 23 avril 2018

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre une décision la commission des pensions
en matière d'aptitude

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 38914 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 23 décembre 2016 par Maître Jean-Marie Bauler, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'une décision de la commission des pensions du 14 septembre 2016 ayant décidé qu' « *il n'est pas sujet à des infirmités qui le mettraient hors d'état de continuer son service* » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 16 mars 2017 ;

Vu le mémoire en réplique, erronément intitulé « *mémoire en réponse* », de Maître Jean-Marie Bauler déposé au greffe du tribunal administratif le 11 avril 2017 pour le compte de Monsieur ... préqualifié ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 5 mai 2017 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jonathan Holler, en remplacement de Maître Jean-Marie Bauler, et Madame le délégué du gouvernement Nancy Carier en leurs plaidoiries respectives à l'audience des plaidoiries du 31 janvier 2018.

Par un courrier du 30 septembre 2015, le directeur général de la Police grand-ducale demanda au ministre de la Sécurité intérieure de saisir le médecin de contrôle afin que ce dernier puisse procéder à un examen médical de Monsieur ... en raison de plusieurs certificats d'incapacité de travail de longue durée dont ce dernier avait fait l'objet.

En date du 22 octobre 2015, le médecin de contrôle rédigea un rapport médical sur base de l'article 37bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, dénommée ci-après « le statut général », concluant que « *Monsieur ... souffre d'une*

infirmité assez grave et de longue durée ne nécessitant pas dès à présent sa comparution devant la commission des pensions » et que la « reprise des fonctions reste possible après amélioration et stabilisation de l'état de santé de l'intéressé », tout en proposant un réexamen dans deux mois.

Dans son rapport du 7 janvier 2016, le médecin de contrôle confirma que « *Monsieur ... souffre d'une infirmité assez grave et de longue durée ne nécessitant pas dès à présent sa comparution devant la commission des pensions* » et, suite au constat que ce dernier bénéficie d'un temps partiel pour motif thérapeutique, que la « *reprise des fonctions à temps plein reste possible après amélioration et stabilisation de l'état de santé de l'intéressé* », un réexamen étant à nouveau prévu dans deux mois.

Tout en confirmant à nouveau dans son rapport médical du 4 juillet 2016 que « *Monsieur ... souffre d'une infirmité assez grave et de longue durée* », le médecin de contrôle décida de transmettre le dossier à la Commission des Pensions « *comme le délai de six mois prévu à l'article 37bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut des fonctionnaires de l'Etat est atteint* ».

Par une décision du 14 septembre 2016, notifiée à l'intéressé le 28 septembre 2016, la commission des pensions, instituée par la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, dénommée ci-après la « la loi du 25 mars 2015 », déclara que Monsieur ... n'est pas sujet à des infirmités qui le mettraient hors d'état de continuer son service, aux motifs suivants :

« (...) Vu la requête du 8 octobre 2015 par laquelle Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure saisit Monsieur le Médecin de contrôle W.;

Vu la transmission du dossier en date du 4 juillet 2016 de Monsieur le Médecin de contrôle à la Commission des pensions sur base de l'article 37bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat ;

Vu le rapport du même jour de Monsieur le Médecin de contrôle sur l'état de santé de l'intéressé ;

Attendu que les parties furent régulièrement convoquées ;

Attendu que le Ministère de la Sécurité intérieure était représenté à l'audience par Madame ... et Monsieur ... ;

Après avoir entendu en leurs explications Monsieur ... et les représentants du Ministère de la Sécurité intérieure ;

Considérant que Monsieur ... est d'accord à ce que la Commission délibère et décide sur base du rapport établi par le Médecin de contrôle ;

Considérant qu'il résulte du rapport du Médecin de contrôle que l'intéressé souffre d'une infirmité assez grave et de longue durée mais qu'une reprise des fonctions à temps plein est possible à moyen terme après stabilisation de son état de santé ;

Considérant que l'intéressé a déclaré vouloir reprendre le travail en date du 16 septembre 2016 ;

Considérant que Ministère de la Sécurité intérieure rappelle que l'intéressé bénéficie déjà actuellement d'un poste et horaire de travail aménagé selon ses besoins ; (...) ».

Par requête déposée le 23 décembre 2016 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision précitée de la commission des pensions du 14 septembre 2016.

L'article 42 de la loi du 25 mars 2015 attribuant compétence au tribunal administratif pour connaître comme juge du fond d'un recours dirigé contre une décision de la commission des pensions, le tribunal administratif est compétent pour connaître du recours en réformation introduit en ordre principal.

Il s'ensuit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

Le recours en réformation est encore recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur explique qu'il serait entré au service de la Police Grand-ducale en date du 1^{er} octobre 1998 et que depuis 2012, sans préjudice quant à une date plus exacte, il aurait été victime de graves problèmes de dos, à savoir une discopathie et une ostéochondrose chroniques et érosives.

Il aurait, en outre, été, en date du 9 mai 2016, victime d'un accident ayant occasionné une fracture du coude gauche, ainsi qu'une fracture du poignet droit.

Il donne à considérer que, conformément à la décision du 14 septembre 2016 de la commission des pensions, il aurait repris le travail à plein temps à partir du 16 septembre 2016.

En mars 2016, sans préjudice quant à une date plus exacte, la Caisse nationale de santé aurait approuvé la nécessité en son chef d'une cure thermale du 7 novembre 2016 au 27 novembre 2016.

Etant donné qu'il aurait comparu devant la commission des pensions non seulement pour ses problèmes de dos, mais aussi pour les fractures aux deux bras, le demandeur affirme ne plus pouvoir recevoir des soins pour les deux affections en question. De même, suite à une hospitalisation pour se faire opérer aux bras en date du 6 décembre 2016, opération ayant dû être de ce chef effectuée pendant son congé de récréation, il aurait, malgré un certificat d'incapacité de travail émis jusqu'au 31 janvier 2017, repris le travail le 8 décembre 2016.

En droit, le demandeur conclut en premier lieu à une violation de l'article 15 de la loi du 25 mars 2015, alors que les membres de la commission des pensions, et plus particulièrement sa présidente, n'auraient pas bénéficié de nominations conformes au nouvel article 68, alinéa 2 de la loi précitée qui exigerait une nomination des membres de la commission des pensions pour un terme de trois ans.

Or, il résulterait d'un arrêté grand-ducal du 2 octobre 2015 portant nomination des membres de la commission des pensions que deux membres auraient été nommés pour la période du 2 octobre 2015 au 31 janvier 2016.

Il résulterait d'un second arrêté grand-ducal du 8 février 2016 portant nomination d'un membre et président de la commission des pensions que l'actuelle présidente de la commission aurait été nommée pour la période du 15 février 2016 au 30 septembre 2018.

Il s'ensuivrait que la décision déférée serait nulle du fait qu'elle émanerait d'une autorité dont la durée de nomination des membres violerait des dispositions légales impératives.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur précise que l'illégalité touchant la nomination de ses membres, rendrait *de facto et de jure* illégales, par ricochet, les décisions de la commission des pensions.

Au-delà du caractère d'ordre public de ce moyen, le demandeur fait plaider que cette violation lui causerait personnellement grief, alors que, légalement, la commission en cause n'aurait pas dû être en mesure de prendre la décision litigieuse.

En deuxième lieu, le demandeur estime que la décision déférée violerait l'article 18 alinéa 1^{er} de la loi du 25 mars 2015, sinon l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, dénommé ci-après « le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 », alors qu'elle n'indiquerait aucune disposition légale ou réglementaire sur laquelle elle se serait fondée.

Le demandeur précise que si, dans la mesure où le rapport médical ferait partie intégrante de la décision de la commission des pensions qui s'y référerait, la décision se trouverait suffisamment motivée en fait, cela ne saurait pallier la carence de la motivation en droit, qui ne ressortirait ni de la décision elle-même, ni des conclusions de la partie gouvernementale à l'instance.

En dernier lieu, le demandeur fait plaider que la commission des pensions aurait commis un excès de pouvoir, sinon une erreur manifeste d'appréciation, alors qu'au vu du constat du médecin de contrôle, en date du 4 juillet 2016, qu'il souffrirait d'une « *infirmité assez grave et de longue durée* » et qu'une reprise des fonctions à temps plein serait possible à moyen terme après stabilisation de son état de santé, il serait « *univoque* » qu'il n'aurait pas été en mesure de reprendre ses fonctions ni immédiatement ni à court terme et qu'un régime de travail à temps partiel pour raisons de santé aurait été plus indiqué.

Il invoque encore, dans ce contexte, une ordonnance médicale du « 19 octobre 2016 » du Dr D'A. dont il se dégagerait qu'il présenterait une pathologie chronique de la colonne lombaire

pour laquelle un travail à plein temps, même en position assise, paraîtrait impossible, vu les limitations mobiles et surtout la douleur quasi permanente.

Ainsi, en décidant une reprise immédiate des fonctions à temps plein, la commission des pensions aurait commis une erreur manifeste d'appréciation et un excès de pouvoir

Dans son mémoire en réplique, le demandeur souligne que dans son rapport médical du 4 juillet 2016, le médecin de contrôle aurait, à la question « *l'intéressé est-il capable d'exercer ses fonctions actuelles ?* », répondu « *l'intéressé n'est actuellement pas capable d'exercer ses fonctions* », puis à la question « *si non, est-il capable de les reprendre dans la suite ?* », il aurait conclu qu'« *une reprise des fonctions à plein temps devrait être possible à moyen terme, après stabilisation de son état de santé* ».

A ce sujet, il rappelle qu'il aurait dû, en date du 6 décembre 2016, être hospitalisé et opéré pour ses fractures aux deux bras, de sorte qu'il serait particulièrement difficile de comprendre comment la commission des pensions aurait pu lire, dans le rapport médical précité du 4 juillet 2016, qu'une reprise de ses fonctions à plein temps aurait été possible immédiatement.

Il ajoute que l'argument selon lequel il aurait déclaré vouloir reprendre le travail, ne serait définitivement pas concluant, alors que la commission des pensions ne devrait se prononcer, « *d'abord et avant tout* », que sur base d'un rapport médical et que ni l'administré ni l'administration n'auraient la capacité de se prononcer sur des questions médicales, d'autant plus que, dans de nombreuses affaires la commission des pensions serait passée outre la volonté des administrés, dans un sens ou dans l'autre.

Enfin, le demandeur estime que, parce que la commission des pensions aurait une utilité d'intérêt général consistant, à défaut pour l'employeur étatique de le faire, à protéger la santé et la sécurité des fonctionnaires comparaisant devant elle, elle serait censée statuer dans l'intérêt du fonctionnaire et non dans celui de l'administration et de ses difficultés organisationnelles.

Il demande à titre subsidiaire la nomination d'un expert médical.

Le demandeur sollicite finalement l'allocation d'une indemnité de procédure de 1.500,- euros sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de la procédure devant les juridictions administratives, ainsi que l'effet suspensif de son recours pendant le délai d'appel et l'instance d'appel en vertu de l'article 35, alinéa 1^{er} de cette même loi, alors que le recours introductif d'instance serait sans équivoque quant au risque de préjudice grave et définitif que la décision litigieuse de la commission des pensions lui ferait courir d'un point de vue non seulement personnel, mais aussi professionnel, alors que ce serait son état de santé qui serait mis à mal. De plus, la décision de la commission des pensions l'empêcherait de se soigner correctement (opérations, convalescences, soins quotidiens, douleurs, etc.), le demandeur relevant qu'il encourrait d'éventuelles poursuites disciplinaires pour absences injustifiées à chaque arrêt de travail en lien avec la cause de sa comparution devant la commission des pensions.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours en tous ses moyens.

En ce qui concerne le premier moyen tenant à l'irrégularité de la composition de la commission des pensions, force est de constater que ni l'article 15 ni l'article 68, alinéa 2 de la loi du 25 mars 2015, tels qu'invoqués par le demandeur à l'appui de ce moyen, ne prévoient de dispositions relatives à la composition de la commission des pensions, qui est réglée, tel que cela a été relevé à bon droit par le délégué du gouvernement, par l'article 46 de cette même loi disposant qu'« [i]l est institué auprès du département de la Fonction publique une commission spéciale appelée à se prononcer dans tous les cas où l'état de santé du fonctionnaire, du prétendant-droit ou du bénéficiaire d'une pension ou d'un service à temps partiel pour raisons de santé est déterminant pour l'octroi, la modification ou le retrait d'une pension ou d'un service à temps partiel pour raisons de santé, la réintégration dans l'administration ou un changement d'emploi ou d'affectation avec ou sans changement d'administration.

La commission comprend quatre membres effectifs et cinq membres suppléants dont deux magistrats ou fonctionnaires titulaires du certificat de fin de stage judiciaire qui sont nommés par le ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions pour un terme de trois ans. Leur mandat peut être renouvelé. En cas de vacance par décès, démission ou autrement, le membre nommé en remplacement achèvera le mandat de son prédécesseur. (...) ».

Il échet de retenir à la lecture de ces dispositions que le terme de trois ans prévu pour la durée d'un mandat vise nécessairement un maximum à ne pas dépasser, la continuation des fonctions par un même membre étant conditionnée par un renouvellement de mandat.

Il s'ensuit que l'article 46, alinéa 2 de la loi du 25 mars 2015 ne s'oppose pas à un mandat d'une durée inférieure à celle de trois ans, tel que constaté en l'espèce, étant relevé que la deuxième phrase de l'alinéa précité permet expressément des mandats d'une durée inférieure à trois ans notamment en cas de remplacement d'un membre en cours de mandat.

Il s'ensuit que ce moyen laisse d'être fondé et doit être rejeté, étant relevé qu'il n'est pas soutenu, en l'espèce, que la commission des pensions aurait été composée de membres dont la nomination n'aurait pas été effective au jour de la décision déférée.

En ce qui concerne le deuxième moyen relatif à un défaut de motivation de la décision déférée, force est à relever que, contrairement à ce qui est soutenu par le demandeur, l'obligation de motivation d'une décision de la commission des pensions n'est pas inscrite à l'article 18, alinéa 1^{er} de la loi du 25 mars 2015, mais à l'article 49 de cette même loi qui dispose ce qui suit : « *La décision de la commission, qui doit être motivée, est prise à la majorité des voix. (...) ».*

Etant donné qu'une disposition spéciale règle l'obligation de motivation pour ce qui est de la décision de la commission des pensions, l'article 6 du règlement du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, invoqué également par le demandeur, ne trouve pas application en vertu du principe *specialia generalibus derogant* repris par l'article 4 de la loi du 1^{er} décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse, suivant lequel les règles établies par le règlement grand-ducal précité s'appliquent à

toutes les décisions administratives individuelles pour lesquelles un texte particulier n'organise pas une procédure spéciale présentant au moins des garanties équivalentes pour l'administré.¹

En l'espèce, ce qui concerne la motivation en droit, seule litigieuse en l'espèce, de la décision déferée, il échet de relever que cette dernière fait expressément référence, dans ses visas, au fait que la commission des pensions a été saisie sur base de l'article 37bis du statut général qui dispose que « [l]orsqu'au cours d'une période de douze mois un fonctionnaire a été absent pour cause de maladie pendant six mois consécutifs ou non, le ministre du ressort saisit le médecin de contrôle pour examiner le fonctionnaire et vérifier si le fonctionnaire est susceptible de présenter une incapacité pour exercer ses fonctions. Sont mises en compte pour une journée entière toutes les journées d'absences pour cause de maladie, même si ces absences ne couvrent pas des journées entières.

Si le médecin de contrôle estime que les conditions d'invalidité pour l'ouverture d'un droit à une pension d'invalidité paraissent remplies, le ministre du ressort traduit le fonctionnaire devant la commission des pensions prévue par la législation relative aux pensions des fonctionnaires de l'Etat. Dans la même hypothèse et en présence d'une demande expresse y relative du ministre du ressort au moment de la saisine du médecin de contrôle, celui-ci transmet le dossier directement à la commission des pensions. Il en est de même lorsque le fonctionnaire refuse de se laisser examiner par le médecin de contrôle.

Au cas où le médecin de contrôle estime justifiées les absences de service à temps plein ou partiel pour cause de maladie ayant déclenché la présente procédure, la prolongation ultérieure de ces congés se fait sous le contrôle et l'autorité de ce médecin. Le fonctionnaire doit se soumettre aux examens périodiques prescrits. Les congés de maladie ainsi accordés ne peuvent pas dépasser la période de six mois à compter de la première intervention du médecin de contrôle.

Si à la fin du dernier de ces congés ainsi accordés, et au plus tard à l'expiration de la période visée à l'alinéa 3, le médecin de contrôle estime que le fonctionnaire n'est toujours pas rétabli, il transmet le dossier à la commission des pensions. ».

Par ce renvoi aux conditions de sa saisine – l'article 37 bis précité faisant pour le surplus référence expresse à « la législation relative aux pensions des fonctionnaires de l'Etat », à savoir aux dispositions de la loi du 25 mars 2015, la commission a valablement situé et justifié le cadre juridique de sa saisine, ainsi que de son champ d'intervention.

En ce qui concerne la motivation en fait, force est de retenir, pour autant que de besoin, que c'est à bon droit que le délégué du gouvernement a relevé que la décision déferée est suffisamment motivée en fait par la référence aux conclusions du médecin de contrôle, ainsi qu'aux déclarations du demandeur et du représentant du ministère de la Sécurité intérieure à l'audience de la commission des pensions du 14 septembre 2016, le demandeur n'ayant d'ailleurs pas été empêché, au vu de ses mémoires fournis en cause, de présenter des moyens mettant en cause ladite motivation, de sorte que le moyen relatif à un défaut de motivation est à rejeter.

¹ trib. adm. 12 mars 1997, n° 9404 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Procédure administrative non contentieuse, n° 3 et les autres références y citées.

Quant au dernier moyen visant à relever que la décision déférée serait viciée par un excès de pouvoir, sinon une erreur manifeste d'appréciation, force est d'abord de constater que c'est à bon droit que le délégué du gouvernement a noté que le rapport du Dr D'A., tel que versé en cause et auquel le demandeur se réfère à l'appui de ce moyen, date bien du 19 octobre 2015 et non, comme indiqué dans la requête introductive d'instance, du 19 octobre 2016, de sorte à ne pas être de nature à contredire les constatations du rapport postérieur du médecin de contrôle datant du 4 juillet 2016 sur base duquel la commission des pensions a statué.

Il échet de relever ensuite que le demandeur, à travers son dernier moyen, soutient en substance que la commission des pensions aurait dû retenir qu'un « *régime de travail à temps partiel pour raisons de santé aurait été des plus indiqués* » au vu du constat qu'il ne serait pas en mesure de reprendre ses fonctions « *ni immédiatement ni à court terme* ».

En ce qui concerne les options ouvertes à la Commission des pensions, il convient de se référer aux articles 48 et suivants de la loi du 25 mars 2015 en vertu desquels un fonctionnaire peut faire l'objet soit d'une mise à la retraite, soit d'un changement d'emploi sinon d'un aménagement de son horaire, le tout en fonction du degré d'infirmités graves et permanentes dans son chef, étant relevé que ce dernier est censé reprendre ses fonctions si aucune infirmité grave et permanente n'est retenue en son chef.

Ainsi, en vertu de l'article 51 de la loi du 25 mars 2015 « *Si de l'avis des médecins en charge du dossier conformément à l'article 48, les infirmités du fonctionnaire ne sont pas suffisantes pour justifier une mise à la retraite tout en constituant une incapacité d'exercer son dernier emploi à plein temps, la commission peut lui accorder un service à temps partiel pour raisons de santé avec ou sans changement d'emploi dans l'administration.*

Le service à temps partiel pour raisons de santé peut être accordé à raison de 75 et 50 pour cent d'une tâche normale et complète, (...) ».

Or aux termes de l'article 52 de la même loi « *Lorsqu'un fonctionnaire qui a comparu devant la commission, soit à sa demande, soit à la demande de l'administration, n'a pas été reconnu sujet à des infirmités qui le mettraient hors d'Etat de continuer son service, il est aussitôt tenu de reprendre son service* ».

Le tribunal est saisi en l'espèce de la question de savoir si le demandeur est atteint d'infirmités graves et permanentes le rendant inapte à son poste de travail actuel et, dans l'affirmative, s'il est apte à être occupé à temps partiel, cette question relevant principalement de l'état de santé du demandeur et donc de critères médicaux.

Le tribunal étant saisi d'un recours en réformation, il est amené à apprécier la décision déférée quant à son bien-fondé et quant à son opportunité, avec le pouvoir d'y substituer sa propre décision, impliquant que cette analyse s'opère au moment où il est appelé à statuer.

Si l'avis du médecin de contrôle du 4 juillet 2016, en ce qu'il ne s'oppose pas à une reprise du travail à plein temps par le demandeur dès la stabilisation de son état de santé, se base tant sur les problèmes lombaires de celui-ci, que sur les fractures du coude gauche et du poignet

droit survenues le 9 mai 2016, il ressort des propres explications du demandeur dans sa requête introductive d'instance, ainsi que des pièces qu'il a versées, qu'il a entretemps subi une intervention chirurgicale au niveau de son coude gauche opéré le 7 décembre 2016 avec des suites postopératoires immédiates sans particularités, de même qu'il affirme avoir repris le travail à plein temps depuis septembre 2016 sur un poste qui - sans que cette information n'ait été mise en doute par le demandeur - a été spécialement aménagé depuis un certain temps déjà par son employeur.

Il y a d'ailleurs lieu de relever qu'il ressort des constatations de la décision déferée qu'à l'audience de la commission des pensions du 14 septembre 2016, le demandeur a lui-même déclaré « *vouloir reprendre le travail en date du 16 septembre 2016* », confirmant ainsi, les constatations du médecin de contrôle qui, dans son rapport du 4 juillet 2016, avait relevé que « *[l] 'agent aimerait reprendre le travail à plein temps si possible* ». Or, le demandeur, mis à part son affirmation actuelle non autrement circonstanciée selon laquelle il aurait préféré une reprise de travail à temps partiel, ne fournit aucun élément probant de nature à infirmer à l'heure actuelle, la décision déferée de la commission des pensions prise en accord avec son souhait exprimé à l'audience de cette dernière, étant relevé qu'il ne ressort pas des pièces versées relatives à son intervention au coude en décembre 2016 que son état de santé ne serait actuellement pas stabilisé.

Au vu de ces éléments, la demande en institution d'une mesure d'instruction par la voie d'une expertise médicale laisse d'être pertinente.

Il s'ensuit qu'au regard de ces considérations, la commission des pensions n'a pas commis d'erreur d'appréciation des faits de l'espèce, respectivement un excès de pouvoir, de sorte que ce moyen est également à rejeter.

A défaut d'autres moyens, le recours est à déclarer non fondé.

Au vu de l'issue du litige, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande en allocation d'une indemnité de procédure présentée par Monsieur ..., ni à celle tendant à obtenir l'effet suspensif du recours pendant le délai et l'instance d'appel.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours principal en réformation ;

au fond, le dit non justifié, partant en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure présentée par le demandeur ;

rejette la demande introduite sur base de l'article 35 de la loi du 21 juin 1999 ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 23 avril 2018 par:

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Olivier Poos, premier juge,

en présence du greffier Marc Warken.

s.Marc Warken

s.Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 23 avril 2018
Le greffier du tribunal administratif